Vol. 10, nº 10, 19 mars 2010

Genève en bref

Charles Akande, rédacteur

## Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

# Éditorial: Regard sur l'avenir

La réunion consacrée au bilan n'avait même pas commencé que déjà certains membres pointaient du doigt les États-Unis dans le cadre d'un gigantesque jeu d'attribution du blâme; ils demandaient aux États-Unis de rendre des comptes comme étant le seul pays responsable du manque de progrès lors des négociations du Cycle de Doha. Après le Brésil, la Chine et l'Inde, ce fut le tour du commissaire au Commerce de l'UE de demander aux États-Unis de faire preuve de quelque leadership afin de faire progresser les pourparlers. « L'idée que vous pouvez réaliser des progrès sans faire de concessions est fausse », a déclaré le fonctionnaire de l'UE, en faisant allusion à la position actuelle des États-Unis. Comme les États-Unis sont à présent à la veille de conclure un accord pour la réforme de leurs soins de santé, on espère que le pays reportera bientôt son attention sur le commerce. Dans ce cas, les membres recevront un soutien pour faire avancer le processus si, à la fin de la semaine consacrée au bilan, ils conviennent d'une carte routière claire pour Doha qui désigne toutes les questions en suspens et explique comment les régler pour conclure le Cycle. Sinon, cette réunion consacrée au bilan entrera dans les annales comme un autre coup d'épée dans l'eau.

### Avant-première de la réunion consacrée au bilan

Dans le mot de la fin d'une allocution qu'il a prononcée au Costa Rica à l'occasion de la célébration du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'accession du pays au statut de membre du système commercial multilatéral, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a profité de l'occasion pour rappeler au gouvernement les effets nuisibles que l'échec du Cycle de Doha aurait sur l'économie mondiale. C'est pour cette raison que M. Lamy exhorte les gouvernements d'envisager la conclusion du Cycle de Doha comme une « priorité immédiate », car un échec sur ce plan « déborderait sur d'autres efforts de coopération actuels et futurs » à l'extérieur du secteur de la politique commerciale, un domaine tel que les négociations multilatérales sur les changements climatiques, par exemple. « À moins que nous puissions conclure le Cycle de Doha dans un avenir rapproché, et maintenir l'ouverture des marchés, nous découvrirons qu'il est plus difficile de nous attaquer à d'autres défis pour lesquels la collaboration internationale est essentielle », a déclaré M. Lamy.

Pourtant, en prévision de la réunion consacrée au bilan, tout ce que M. Lamy a entendu de la part des délégations était une série de répétitions de leurs positions; les unes demandaient que les États-Unis montent au créneau et clarifient leur position à l'égard de ce qu'ils demandent aux pays en développement émergents, notamment en majeure partie de l'Inde, de la Chine, du Brésil et de l'Afrique du Sud. À l'inverse, pour l'Inde, le Brésil et la Chine, les États-Unis devront jouer un rôle plus solide et faire preuve de leadership en amenant le Cycle de Doha jusqu'à la ligne d'arrivée.

Pour les États-Unis, la réunion consacrée au bilan devrait simplement permettre aux membres de poursuivre leurs réunions bilatérales au cours des prochains mois, afin de réduire encore leurs différences, particulièrement entre eux et les pays en développement émergents.

Entre-temps, M. Lamy espère que les membres s'engageront à s'impliquer plus intensément dans les négociations. L'objet de la réunion consacrée au bilan consistera à déterminer les questions en suspens restantes, afin « que nous ayons une idée plus claire de la taille de ces écarts et envisagions comment les réduire ». Selon M. Lamy, les membres doivent se concentrer sur ces points particuliers.

Manifestement, la plupart des sujets à propos desquels on a dit qu'il fallait y travailler davantage ne sont pas près d'être conclus. Au contraire, les observateurs commerciaux pensent à présent que les écarts sur certaines questions se sont même élargis. L'exemple emblématique de ceci est le mécanisme de sauvegarde spéciale, dont bon nombre songeaient au début qu'il ne s'agissait que de convenir du bon seuil après lequel le tarif consolidé antérieur au Cycle de Doha pourrait être appliqué. Désormais, les défenseurs de la sauvegarde, notamment les membres du G-33, ont déposé une série de documents techniques sur plusieurs aspects du mécanisme et sur la façon dont il fonctionnerait, ce qui a ramené les discussions, d'après ce que disent les observateurs, à l'entente antérieure à juillet 2008.

Un problème semblable semble prendre pour cible la question des produits spéciaux, bien que la question n'ait pas encore été examinée depuis que le texte sur le projet de modalités de décembre a été diffusé. Quant aux sujets qui étaient en grande partie désignés comme « questions en suspens restantes », c.-à-d. les produits tropicaux et l'érosion des préférences, la simplification des tarifs, les produits sensibles (PS), le plafond tarifaire, la latitude pour la catégorie bleue (pour les États-Unis), le coton, les pourparlers à leur sujet sont demeurés au niveau de répéter les positions actuelles.

# Genève en bref

#### Vol. 10, nº 10, le 19 mars 2010

M. Pascal Lamy n'a d'autre choix que d'encourager les membres à poursuivre leurs efforts pour combler les fossés dans tous les secteurs des négociations, en espérant que les pourparlers techniques dans ces secteurs ouvriront la voie aux pourparlers politiques qui devront en fin de compte contribuer à rapprocher Doha d'une clôture dans un avenir rapproché.

M. Lamy tiendra ensuite une réunion du Comité des négociations commerciales avec les hauts fonctionnaires le 22 mars, et de nouveau le 26 mars, afin de clore la semaine consacrée au bilan. Entre-temps, les membres se consulteront les uns les autres afin de tenter de réduire leurs différences, et avec M. Lamy dans un salon vert prévu pour le 25 mars, afin de faire un remue-méninges sur la voie à suivre.

### **Prochains événements**

- Réunion des hauts fonctionnaires (RHF), 22-26 mars 2010
- Réunion consacrée au bilan, 22-26 mars 2010
- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, 19 avril 2010, Punta del Este (Uruguay)
- Conseil général, 5-6 mai, 29-30 juillet, 6-7 octobre, 14-15 décembre 2010
- Forum de l'OCDE de 2010, 26-27 mai 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges, 8-9 juin 2010
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Sommet du G-20, 26-27 juin 2010
- Forum public de l'OMC, 15-17 septembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur l'Agriculture, 29-30 novembre 2010

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada ISSN 1496-9254











